

POLITIQUE

Présidentielle 2022, la date qui fait polémique

Marine Le Pen et Xavier Bertrand sont montés au créneau après la révélation du calendrier du futur scrutin présidentiel (les 10 et 24 avril). Côté exécutif, on dénonce des « effets de manches ».

**QUENTIN LAURENT
 ET OLIVIER BEAUMONT**

UNE POLÉMIQUE sur la présidentielle... en plein milieu des régionales et des départementales ! Le prochain scrutin pour choisir le ou la futur(e) locataire de l'Élysée, en 2022, devrait se tenir plus tôt qu'à l'accoutumée : probablement les 10 et 24 avril, alors que le vote déborde généralement sur le mois de mai. C'est ce qu'a appris mardi France Télévisions, et dont « le Parisien » - « Aujourd'hui en France » a eu confirmation. Le choix de ces dates, qui doit être validé mercredi prochain en Conseil des ministres, et comme le timing de sortie de cette information ont fait bondir dans l'opposition.

« On met le premier tour au moment où la région Paca et les Hauts-de-France sont en vacances. Et le deuxième dimanche, tout le monde sera en vacances ! » a fulminé Marine Le Pen, invitée hier sur France Inter. Et d'enchaîner : « Vous croyez que c'est susceptible de mobiliser les Français ? » Alors qu'un record d'abstention a été battu dimanche dernier (66 %), touchant davantage son électeurat, la patronne du RN redoute de pâtir à nouveau d'une défection devant les urnes.

Levée de boucliers à droite

Mais le gouvernement a-t-il le choix ? « Conformément à l'article 7 de la Constitution qui encadre strictement les dates d'élection du président de la République, deux

options sont sur la table : les 10 et 24 avril ou les 17 avril et 1^{er} mai », précise-t-on au ministère de l'Intérieur, en ajoutant que la seconde option comporterait « deux inconvénients ». À savoir « deux zones en vacances pour le premier et le second tour. Par ailleurs, le second se tiendrait durant un jour férié au cours duquel des manifestations sont traditionnellement organisées ».

Dans la première option, seule une zone serait en vacances au premier tour. Tout laisse à penser que la première hypothèse sera retenue. « Il n'y a pas trop de suspense là-dessus », admet un collaborateur ministériel, en expliquant vouloir prendre « la meilleure solution possible tout en pénalisant le moins possible ». Une justification « invalide », selon Marine Le Pen, qui accuse le gouvernement de vouloir « détourner les Français d'une élection essentielle ». L'entourage de Gérard Darmanin rappelle que « l'élection présidentielle est un scrutin qui a toujours fortement mobilisé ». Manière de minimiser le risque d'une forte abstention.

Mais la candidate à la présidentielle n'est pas la seule à monter dans les tours. Le président sortant des Hauts-de-France, Xavier Bertrand (DVD), lui-même en piste pour 2022, s'est agacé de l'apprendre à quelques jours du second tour des régionales. « Vous ne pensez pas que ça aurait pu attendre lundi ou mardi cette indiscretion gou-

vernementale ? Tout ça participe également de l'abstention. On est en train de nous dire : le deuxième tour des régionales c'est pas si important que ça [...] », a-t-il taclé.

« Ils ne font jamais ça par hasard... »

Et d'accuser implicitement le gouvernement de vouloir miner la crédibilité d'un scrutin qui lui est très défavorable. « Évidemment, dans la vie politique je ne crois pas aux coïncidences », a poursuivi Xavier Bertrand. « Je ne vois pas l'intérêt de communiquer cette date entre les deux tours des régionales et départementales », a sobrement commenté auprès de notre journal le président de LR, Christian Jacob. Quand, à gauche, un cadre du PS se contente de lever un sourcil : « Ils ne font jamais ça par hasard... »

Du côté de l'exécutif, on dément toute idée de manipulation. « Les mêmes qui n'ont pas réussi à mobiliser pour le premier tour veulent nous faire porter l'échec de la mobilisation », renvoie un macroniste, qui appelle Bertrand comme Le Pen à « l'humilité ». Tandis qu'un proche du chef de l'État y va plus crûment accusant les deux de faire des « effets de manche » alors que la date n'a pas encore été officialisée. Et d'asséner : « Ce sont des commentateurs pas des acteurs. » Pour ceux qui en doutaient encore, la campagne pour la présidentielle est bel et bien lancée.



Les dates de la prochaine présidentielle chevauchent en partie celles des vacances scolaires, faisant craindre à nouveau une forte abstention.

LP/ARNAUD JOURNOIS